

Avis adopté

Séance plénière du 24 février 2026

« Lutter contre *la précarité professionnelle* par une économie plus inclusive »

Déclaration du groupe Agir autrement pour l'innovation sociale et environnementale

Les travaux sur cet avis furent longs. Exigeants. Difficiles. Et cela dit beaucoup.

Cela dit la complexité réelle de faire consensus sur la précarité, alors même qu'il y a urgence à y parvenir.

Cela dit la difficulté de construire des solutions collectives, durables, là où trop souvent nous répondons par des dispositifs fragmentés, défensifs, temporaires et parfois par des réponses toutes faites.

Mais surtout, ce travail dit une chose essentielle : nous ne gagnerons pas la bataille contre la précarité sans faire de l'inclusion économique un principe structurant de notre modèle social.

Cela appelle à poser la question suivante : quel sens donnons-nous aujourd'hui à l'économie ?

Si l'économie ne sert qu'à produire, à créer de la valeur, elle exclut. Nous le constatons tous les jours autour de nous.

Mais si l'économie est pensée comme un outil d'émancipation collective, comme un levier de reconnaissance individuelle, alors elle devient un facteur puissant de cohésion et de progrès social.

L'économie peut, et doit, être un vecteur d'inclusion.

Parce qu'une économie plus inclusive crée plus de valeur, et plus durablement. Elle réduit les coûts sociaux et économiques de la précarité, de l'exclusion, du déclassement.

L'inclusion économique n'est pas une politique à côté de l'économie. C'est une condition de sa performance, un nouveau levier structurel pour lutter efficacement contre la précarité, les ruptures de parcours, la relégation territoriale et sociale.

Mais pour cela, il faut aussi appeler un chat un chat. Oui, les discriminations existent.

Oui, les discriminations raciales, territoriales, sociales continuent de produire et de concentrer de la précarité sur des millions de nos concitoyens.

Et tant que nous refuserons de les nommer clairement, nous continuerons de les reproduire silencieusement. Car comme le disait Camus « mal nommer les choses, c'est ajouter au malheur du monde ».

Il faut en finir, non seulement pour notre économie, mais tout autant pour notre société.

Si nous n'intégrons pas, avec ambition et cohérence, l'inclusion au cœur même de notre économie, alors le risque est clair : celui d'une fragmentation encore plus forte de notre société, d'un décrochage durable de millions de personnes, et, à terme, d'un éclatement profond de notre pacte social et démocratique.

Car faire société, c'est garantir à chacune et chacun une place reconnue, un accès réel aux opportunités, la possibilité de vivre dignement de son travail.

Faire société, c'est placer l'inclusion au cœur de notre contrat commun, et non un correctif tardif.

C'est ce chemin que cet avis propose.

Et c'est ce cap que nous devons désormais tenir.